l'Humanité

PROCHE-ORIENT

La pseudo-médiation des États-Unis pour Gaza P. 11

MARDI 20 AOÛT 2024. | N° 24008. | 2,70 € | www.humanite.fr

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

l'Humanité

« On s'est sentis abandonnés »

Plus de sept mois après des inondations historiques dans le Pas-de-Calais, les sinistrés pointent l'incurie de l'État. Ils oscillent entre volonté de reconstruire et crainte de nouvelles crues. Reportage. P. 2

FRANCK CRUSIAUX/REA

Le mythique BHV Marais au bord du gouffre

Depuis son rachat en 2023 par l'entreprise lyonnaise SGM, le grand magasin parisien accumule les difficultés financières et s'enfonce dans la crise sociale. P. 9



DIBYANGSHU SARKAR / AFP

En Inde, la colère des blouses blanches

Plus d'un million de praticiens se sont mis en grève à travers tout le pays en réaction au viol et au meurtre d'une jeune interne dans un hôpital de Calcutta. P. 13

BELGIQUE 2,80 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3 € - MAROC 34 MAD

M 00110 - 820 - F: 2,70 €



Qui met Israël en danger?

Antony Blinken a le sens de la formule. ***« C'est un moment décisif,*** *probablement le meilleur, peut-être la dernière opportunité de ramener les otages chez eux, d'obtenir un cessez-le-feu et de conduire tout le monde sur une voie meilleure vers une paix et une sécurité durable* », a dit le secrétaire d'État américain, ajoutant : « *Il est temps pour tout le monde de dire oui, et ne pas chercher la moindre excuse pour dire non.* » Mais qui torpille cette « *dernière opportunité* » ? Il y a dix mois, après le terrible massacre commis par le Hamas, Israël s'est lancé dans une guerre interminable. Une guerre qui n'en finit pas « *parce que la poursuivre sert les intérêts politiques de l'homme qui a abandonné la sécurité d'Israël et qui, affreusement, est toujours premier ministre* », analyse, dans le quotidien israélien *Haaretz*, Yaïr Golan, le président du Parti travailliste. **Et il est vrai que cette guerre rompt avec la doctrine militaire israélienne,** qui a toujours été de mener des guerres courtes avec des objectifs limités et bien définis. Un changement de paradigme dangereux pour les Israéliens. La poursuite et l'intensification des bombardements sur Gaza ont d'abord des conséquences horriblement dramatiques pour les Gazaouis. Mais il est irresponsable de penser qu'elle n'a et n'aura pas d'impact sur la vie des Israéliens. Surtout si, faute d'accord, la situation dégénère en un embrasement régional et une extension du conflit à l'Iran.

> «Poursuivre la guerre sert les intérêts politiques de l'homme qui est toujours premier ministre.»

Israël a beau bénéficier du soutien des États-Unis et d'un formidable appareil militaire, ce sont ses forces, numériquement limitées, qui sont en première ligne. L'effort militaire n'est pas non plus sans conséquence sur l'économie du pays. Et plus cette guerre inhumaine contre la population de Gaza se prolonge, plus Israël fabrique du ressentiment et de la haine. Déjà, le Hamas et le Djihad islamique, qui ont revendiqué la responsabilité de l'explosion de dimanche soir, ont menacé Israël de nouveaux attentats-suicides. En retardant un accord sur les otages et le cessez-le-feu, Netanyahou ne protège pas les Israéliens. Au contraire, chaque jour qui passe augmente les menaces qui pèsent sur eux. ■

À Arques, la dure vie d'après des sinistrés

INONDATIONS Plus de sept mois après des crues historiques, les habitants de la région de Saint-Omer, dans le Pas-de-Calais, tentent de se reconstruire, entre sentiment d'abandon de l'État et craintes de nouvelles catastrophes climatiques.

Arques (Pas-de-Calais), envoyé spécial.

Pascal Clipet pose son index sur le mur du salon de sa maison d'Arques, dans le Pas-de-Calais. Ce retraité, ancien chef de produit à la verrerie Arc International, se souvient : « *L'eau est montée jusqu'à 40 cm à l'extérieur.* » « *Les inondations ont eu lieu le 11 novembre et le 2 janvier*, rapporte-t-il avec précision. *Il y a aussi eu un autre épisode le 26 février, mais la maison a été épargnée et la crue n'a atteint que le jardin et les dépendances.* » Sur le nord-ouest des Hauts-de-France, en novembre et décembre 2023, il est tombé, selon les secteurs, entre 400 et 800 millimètres de précipitation alors que la normale se situe autour de 300 millimètres. Neuf épisodes pluvieux de forte intensité se sont ainsi succédé entre le 18 octobre 2023 et le 1er janvier 2024, à l'origine de violentes inondations. Plus de 9 000 habitations ont été sinistrées et 315 communes ont été reconnues en état de catastrophe naturelle.

> « Les meubles de la cuisine ont été imbibés. Ça a commencé à puer la mort au bout de quelques jours. »
> PASCAL CLIPET, ARQUOIS

Sept mois plus tard, la vie ne semble pas avoir repris son cours dans le salon de Pascal et Véronique Clipet. La tapisserie a été retirée des murs, la décoration mise en carton, seules les affaires essentielles restent sur le meuble du salon. « *On a vécu comme au camping pendant quatre mois, en cuisinant sur un réchaud* », raconte le retraité.

Lorsque la crue a commencé à toucher leur maison, Pascal et Véronique se sont relayés, avec leurs enfants et beaux-enfants, pour tenter de contenir au maximum la montée de l'eau. « *On a utilisé des planches, du silicone*, énumère Pascal, *on a mis ce qu'on pouvait sur des palettes ou des parpaings.* » En vain. « *L'eau s'infiltre malgré tout, par capillarité*, soupire Pascal. *On a juste réussi à maintenir un petit 5 cm d'eau à l'intérieur, en raclant en permanence et grâce à deux aspirateurs d'eau.* »

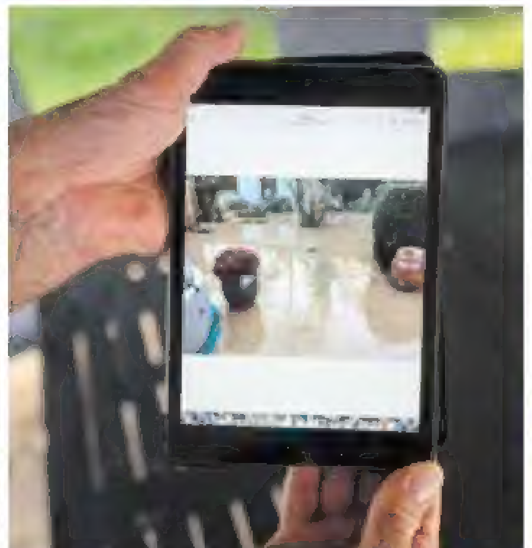
Pendant 48 heures, l'eau stagne dans la maison. « *Les meubles de la cuisine ont été imbibés*, indique Pascal, dépité, *Ça a commencé à puer la mort au bout de quelques jours.* » Le couple craint, du fait de l'humidité prolongée, qu'un champignon ne se soit propagé dans les murs et sous le carrelage de son habitation. La prise en compte du sinistre par son assurance fut ensuite une épreuve supplémentaire. « *L'expertise a été réalisée par visioconférence et la prise en charge s'est révélée beaucoup trop light* », explique Pascal, qui peine à trouver un artisan en mesure de faire les travaux au montant fixé par l'assurance. Le retraité dit vivre « *une psychose* » : « *J'ai le sentiment qu'on a été laissés à l'abandon*, lâche Pascal, *les politiques sont venus, ils ont constaté, mais depuis ils ne font rien.* »

Laissés face à leur désarroi, certains habitants se sont organisés. « *Des petits villages comme Lumbres, où quatre à cinq habitations ont été sinistrées, ou Setques, avec une quinzaine de maisons inondées, ont été complètement oubliés* », déplore Noël Bodelle, membre de Stop inondations, créé en mars. Au sein de











Pascal Clipet dans le salon de sa maison d'Arques (photo de gauche). Noël Bodelle membre de Stop inondations et Didier Talleux (avec la casquette), du collectif les Soulèvements des eaux.

REPORTAGE

ce collectif de 163 membres, plusieurs personnes s'occupent d'accompagner les sinistrés dans leurs différentes démarches administratives, en particulier dans leurs déclarations auprès des compagnies. *« Certains ont subi des inondations à trois reprises, d'autres sont des personnes âgées démunies face aux assurances »*, détaille Noël Bodelle.

Ce dernier regrette aussi que les habitants, sinistrés ou non, ne soient pas davantage associés aux décisions liées à la gestion post-inondations et pointe *« le système défaillant d'évacuation des eaux vers la mer, l'urbanisation, le mauvais entretien des canaux et le phénomène de ruissellement qui vient gonfler les rivières »* comme causes à l'origine des inondations.

Il considère que des mesures pourraient être prises en réponse aux crues, évoque *« la nécessité de geler les permis de construire dans les zones qui ont été inondées »* et de *« l'urgence de rétablir des haies autour des parcelles agricoles pour lutter contre les ruissellements »*. Selon lui, les récents travaux engagés par les collectivités et l'État, par exemple le curage d'une partie du fleuve Aa, n'ont fait que *« reprendre les négligences en matière d'entretien qui ont été faites depuis quarante ans »*.

« Certains responsables politiques nous expliquent qu'il s'agit de crues centenaires, voire millénaires, analyse Didier Talleux. *On n'est pourtant pas à l'abri de revivre des inondations similaires dès cet automne. »* Avec d'autres, ce retraité de la Macif a créé le collectif les Soulèvements des eaux afin d'assister les sinistrés, mais également d'alimenter le débat sur les enjeux environnementaux. *« Ces inondations ont signé la fin d'un modèle d'aménagement du territoire, tant du point de vue de l'agriculture que de l'urbanisation*, estime ce militant communsite. *Désormais, on ne peut plus faire comme avant. »* Dans les rues d'Arques, il commente les stigmates de la montée des eaux des mois de novembre et de janvier. Rue Henri-Puype, où les habitations ont été sévèrement touchées, ce sont, au moins huit maisons qui vont être rachetées par l'État dans le cadre du « fonds Barnier », pour ensuite être rasées.

Créée en 1995, cette dotation permet de racheter des habitations situées dans des zones à risques majeurs lorsque les dégâts représentent plus de 50 % de leur valeur, et ce pour un montant maximal de 240 000 euros. Fin juillet, les deux premières maisons, situées à Blendecques, à quelques kilomètres d'Arques, ont été ainsi rachetées dans le cadre de ce dispositif. Dans l'Audomarois, une cinquantaine d'habitations seraient concernées, selon la communauté d'agglomération du pays de Saint-Omer.

« LES HABITANTS DOIVENT ACQUÉRIR LA CULTURE DU RISQUE »

Vendre et tout quitter ? Une hypothèse perçue comme un déracinement forcé. Didier Talleux s'arrête au milieu de la rue Gambetta, devant une maison aux volets encore fermés : *« C'est une ancienne pharmacienne qui vit là, c'est la maison de ses grands-parents, désormais celle de ses parents, elle a grandi là et elle ne veut pas partir. »* Le maire divers gauche d'Arques, Benoît Roussel, se plaint que son action soit *« limitée par le millefeuille administratif français »*. L'édile indique ne pouvoir agir, en tant que maire, que *« sur les fossés communaux »* et déplore que *« pour telle berge du fleuve, la responsabilité incombe aux Voies navigables de France, pour cette autre berge, c'est le Syndicat mixte pour l'aménagement et la gestion des eaux de l'Aa (SmageAa) »*.

« Les sections de wateringues ont la charge de l'entretien de certains cours d'eau afin d'en assurer le bon écoulement ; les Voies navigables de France sont gestionnaires du canal jusqu'à la mer ; l'institution intercommunale des wateringues gère les écluses et les pompes d'évacuation, énumère François-Xavier Bracq, responsable technique au SmageAa. *Vu de l'extérieur, ça semble un vrai bazar, mais pour nous, chacun a sa mission. »* Le technicien explique que si certains chantiers peuvent être menés *« de manière très localisée »* sur l'Aa pour améliorer la situation, *« seule une étude à l'échelle globale du fleuve permettra d'identifier ce qui a et n'a pas fonctionné dans notre programme de prévention des inondations et quelles corrections il faudrait apporter »*. Un calendrier *« sur trois ans plutôt que trois mois »*, admet toutefois François-Xavier Bracq.

Outre plusieurs chantiers de curage et de consolidation de digues initiés à la suite des crues, l'État et les collectivités locales ont pris en charge les frais liés à l'installation de portes anti-inondations (d'un montant de 5 000 à 6 000 euros l'unité) pour les habitants qui en font la demande. *« C'est de la prévention*, reconnaît Benoît Roussel. *À part se protéger, on ne peut guère faire autre chose. »*

« Les habitants doivent acquérir la culture du risque et avoir, si possible, des équipements ou des habitats dits résilients », déclare François-Xavier Bracq. Un point de vue qui reste difficilement entendable par certains sinistrés encore marqués par les récentes crues. Dans le salon de sa maison d'Arques, Pascal Clipet balaie du regard l'ensemble des dégâts et reconnaît parfois *« se sentir découragé »*. ■

MAËL GALISSON

REPORTAGE PHOTOS : EDOUARD BRIDE/HANS LUCAS

« Ce type d'inondations va se reproduire »

Face aux crues, il est préférable « d'organiser le débordement des fleuves et rivières », estime **Arnaud Gauthier,** professeur en géosciences à l'université de Lille.

Comment décrire le phénomène à l'origine de la série d'inondations qui a touché le nord de la France entre novembre et janvier ?
Une conjonction d'événements est à l'origine de ces inondations. L'automne a été marqué par une importante pluviométrie, sans caractère exceptionnel, mais suffisamment importante pour saturer les sols. Un phénomène de tempête s'est ensuite ajouté à de forts coefficients de marée, qui ont par conséquent empêché l'évacuation des eaux de pluie vers la mer. Une évacuation qui a été par ailleurs ralentie en raison de pompes hydrauliques qui n'ont pas systématiquement joué leur rôle. Finalement, les fleuves ont débordé et l'eau s'est accumulée dans de nombreux secteurs du territoire.



ARNAUD GAUTHIER
Professeur en géosciences de l'environnement à l'université de Lille



Blendecques (Pas-de-Calais), le 3 janvier. STÉPHANE DUBROMEL/HANS LUCAS

Quelles réponses ont été apportées depuis ces événements ?
Deux grands types de mesures ont été mis en place. Tout d'abord, des chantiers ont été réalisés, en particulier des passages sous certaines routes qui ont été refaits, avec des buses de béton mieux dimensionnées, de manière à favoriser l'écoulement des eaux. Il a été constaté que l'eau avait parfois mis beaucoup de temps à s'évacuer, parce qu'elle s'était heurtée à des barrages naturels ou artificiels, notamment certaines constructions routières. Ce sont, à ma connaissance, les principaux ouvrages réalisés. Après, il y a eu plusieurs épisodes de curages de fleuves ou rivières, plus ou moins anarchiques et médiatiques, réalisés par des paysans ou par des institutions. Je ne suis pas convaincu du bien-fondé de ce type d'actions. En effet, le curage des cours d'eau n'est pas nécessairement la solution idéale. Vous risquez, d'une part, de perturber de manière hydrodynamique l'écoulement du cours d'eau et, d'autre part, de modifier l'écosystème ambiant. Par ailleurs, les actions de curage ne font souvent que déplacer le problème : l'écoulement s'améliore sur le tronçon qui a été curé, mais l'impact sur l'ensemble du cours d'eau reste assez négligeable. L'autre mesure qui a été mise en place, ce sont les procédures d'« expropriation » de différents quartiers, même si le terme est un peu exagéré. Encore aurait-il fallu éviter de délivrer des permis de construire dans des zones inondables.

Ces mesures sont-elles suffisantes pour réduire le risque de futures inondations ?
Malheureusement, si un nouvel épisode pluvieux d'intensité relativement importante se produit, on risque de revoir apparaître des inondations. Elles seront peut-être plus modérées, du fait des quelques aménagements qui ont été réalisés, mais elles se produiront à nouveau. Vous avez un exemple récent : début août, il y a eu des pluies peu importantes dans la région et pourtant certaines villes ont été touchées encore une fois par des inondations. Compte tenu du contexte climatique, on risque d'être confronté de plus en plus à ce genre d'épisodes météorologiques, non pas avec des pluies régulières, mais des grosses pluies assez courtes d'une grande intensité qu'il faudra gérer, et ça sera extrêmement compliqué. Quand vous avez une quantité d'eau significative qui arrive sur un territoire, cette eau n'a pas beaucoup d'opportunité : soit elle va s'infiltrer en souterrain (mais, dans la région, c'est extrêmement compliqué en raison de la nature argileuse des sols ; on est donc plutôt sur des sols imperméables) ; soit l'eau ruisselle. Par conséquent, il faut plutôt chercher à la canaliser et organiser son débordement.

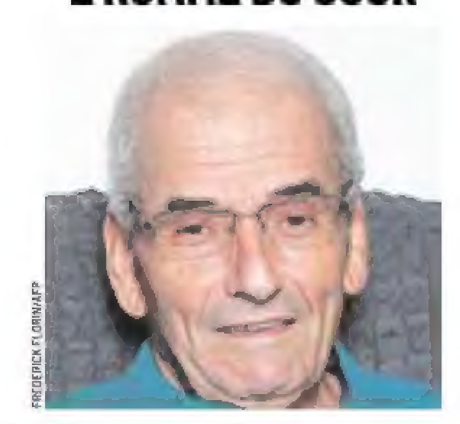
> « Le curage des cours d'eau n'est pas nécessairement la solution idéale. »

Qu'entendez-vous par là ?
C'est dans cette optique qu'avaient été imaginés, à la suite des inondations survenues en 2002, les champs d'inondation contrôlée, c'est-à-dire des parcelles choisies pour être volontairement inondées quand il y a un phénomène de crue. Ces bassins de rétention ont joué leur rôle lors des dernières inondations, mais ils ont été malheureusement sous-calibrés. Ce type d'ouvrages pose toutefois la question de l'aménagement du territoire et de la perception du risque. Or, dans cette région, le foncier n'est pas extensible. On y trouve des zones extrêmement urbanisées ou extrêmement agricoles, voire parfois des endroits où les deux cohabitent tant bien que mal. Enfin, à toutes ces interrogations s'ajoute la question de la temporalité politique : entre le moment où des décisions seront prises et la phase travaux, il se passe un certain temps. Un délai qui répond rarement aux attentes des habitants.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MAËL GALISSON

«L'un de nos slogans préférés affirme que l'on doit: travailler moins pour lire plus.» Lydie Salvayre

L'HOMME DU JOUR


FREDERICK FLORIN/AFP

Mohammed Guerroumi

« Il était temps. » Ce Strasbourgeois de 71 ans a ainsi exprimé son soulagement à la réception de sa nouvelle carte d'identité. Après plus d'un demi-siècle de combat, il vient de retrouver son véritable état civil. Mohammed, né en 1953 en Algérie française d'un père officier dans l'armée française durant la guerre d'indépendance, et ses deux frères Ahmed et Chérif rejoignent la France en 1966. Les trois sont déclarés pupilles de la nation. L'administration change leur identité. Ahmed devient Alphonse, Chérif Christian. Mohammed prend le prénom de son éducateur : Jean-Pierre. Les frères Guerroumi sont désormais les frères Guérin. Pendant cinquante ans, leurs demandes de retrouver leur identité se heurtent à un mur. Un changement de législation, en 2022, permet enfin de la leur rendre. Oui, il était plus que temps.

PIERRE-HENRI LAB

COUP DE PROJECTEUR

Le Sénégal se lance à la conquête de l'espace

C'est une réussite historique. Pour la première fois dans l'histoire des vols spatiaux, un satellite sénégalais est en orbite autour de la Terre. Lancé avec succès depuis une base californienne, ce vendredi 16 août, Gaindesat-1A est le *« fruit de cinq années de travail acharné de nos ingénieurs et techniciens. Cette avancée marque un pas majeur vers notre souveraineté technologique »*, a annoncé le président, Bassirou Diomaye Faye, qui a pris ses fonctions en avril dernier. Ce satellite a été conçu et fabriqué par des ingénieurs sénégalais, en partenariat avec le Centre spatial universitaire de Montpellier (CSUM). Ses missions principales : collecter des données pour mieux gérer les ressources en eau du pays, aider à améliorer les prévisions météorologiques et assurer la sécurité aérienne du Sénégal.

L'œil de Babouse



LA BONNE NOUVELLE *Un p'tit truc en plus* explose les records au box-office

Pour son premier film, le réalisateur Artus a déjoué tous les pronostics et fait mentir les préjugés des producteurs. Sa comédie *Un p'tit truc en plus*, portée par une dizaine d'acteurs en situation de handicap, enregistre le record de plus de 10 millions d'entrées et devient ainsi le plus grand succès du cinéma français depuis dix ans. Un magnifique coup de revers infligé à ceux qui refusaient de financer son film, arguant du fait que mettre en scène des *« personnes handicapées, ce n'était pas vendeur »*. Le public français a démontré l'inverse : après plus de trois mois d'exploitation, il continue d'affluer dans les salles de cinéma, hissant le film à la trentième position des plus gros succès du box-office français et à la douzième place des productions nationales. La comédie pourrait enregistrer d'autres records à l'international, puisqu'elle a été vendue dans une quinzaine de pays. Avec ses deux producteurs, Thierry Wong et Pierre Forette, Artus n'exclut pas de donner une suite à ce premier succès.

SCARLETT BAIN

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Recherche Dans sa chronique, le docteur Christophe Prudhomme révèle qu'un rapport de la Commission nationale de la déontologie et des alertes en matière de santé publique pointe notamment que le financement par des acteurs privés des travaux de recherche permet par exemple d'insérer des clauses de confidentialité *« interdisant au chercheur de divulguer les résultats, y compris ceux qui pourraient avoir un intérêt direct et urgent pour la santé publique ou l'environnement »*.

Cyclisme Le Tour de France femmes s'est achevé à l'Alpe-d'Huez, au terme d'un suspense haletant qui a vu la Polonaise Katarzyna Niewiadoma remporter l'épreuve pour quatre secondes sur la Néerlandaise Demi Vollering. Une troisième édition qui a connu un énorme succès populaire.

C'EST UN SCANDALE

La Clusaz pratique le prélèvement à la source

Tout pour la glisse ! C'est guidée par ce mantra que la célèbre station de ski de La Clusaz (Haute-Savoie) a construit en toute illégalité un système de pompage permettant de diriger l'eau de la source de Lachat vers une unité de production de neige artificielle. C'est ce qu'a mis au jour une enquête judiciaire de l'Office français de la biodiversité (OFB) révélée par Blast. Le captage, construit en 2000 sans aucune autorisation, a été découvert à l'été 2022 par des agents de l'OFB étonnés de voir les fleurs municipales arrosées malgré les arrêtés de sécheresse. L'estimation des quantités prélevées n'est connue qu'à partir de 2014, lorsqu'un compteur est posé, et représente l'équivalent de 55 piscines olympiques. Tous les systèmes illégaux ont été mis hors service, assure la mairie de la station alpine. Les auteurs de l'infraction risquent une amende pénale de catégorie 5 de 1 500 euros cumulée avec une autre pouvant atteindre 75 000 euros pour « exploitation sans autorisation d'une installation ou d'un ouvrage nuisible à l'eau ou au milieu aquatique ». Une goutte d'eau pour la Société d'aménagement touristique d'exploitation de La Clusaz, qui affiche près de 3,5 millions d'euros de bénéfices en 2022 !

ELIANE MICHELON-PAYET



C'EST UN MONDE

2023, année la plus meurtrière pour les humanitaires de l'ONU

À l'occasion de la Journée mondiale de l'aide humanitaire, les Nations unies ont fustigé ce lundi les violences *« inacceptables »* et *« inadmissibles »* à l'encontre de ses travailleurs, et la banalisation du nombre de victimes. 280 d'entre eux ont été tués dans 33 pays en 2023, contre 118 en 2022, soit *« l'année la plus meurtrière jamais enregistrée »*, a dénoncé Joyce Msuya, responsable du bureau humanitaire de l'ONU. Ce triste record est dû à la guerre à Gaza et aux bombardements israéliens. Selon l'ONU, 163 humanitaires y ont été tués lors des trois premiers mois du conflit qui a débuté en octobre. *« 2024 pourrait bien être sur la voie d'une issue encore plus meurtrière »*, juge l'Aid Worker Security Database. Lire aussi la tribune de Pierre Micheletti, membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, sur notre site.

Le loup, espèce en voie d'extinction en France ?

BIODIVERSITÉ Un rapport de suivi de 36 meutes note une baisse de leur reproduction, une hausse du braconnage et anticipe un risque pour la survie de l'espèce sur le territoire français. Les autorités n'en partagent pas, à ce stade, les conclusions.



Le canis lupus est essentiellement installé à l'est de la vallée du Rhône. DIDIER SEMENT/BIOSPHOTO/AFP

De retour dans l'Hexagone depuis 1992, le loup cristallise fascination et haine. Sa survie ne serait pas garantie à moyen et long termes en France, selon le rapport annuel du Groupe Loup PP Alpes. En 2023, la quarantaine de naturalistes bénévoles mettent au jour une baisse significative de la reproduction : une meute sur quatre ne se reproduit pas. Un phénomène *« nouveau »*, alerte Roger Mathieu, coordinateur de l'étude et coréférent loup au sein de France Nature environnement (FNE) Auvergne-Rhône-Alpes : *« Jusqu'à 10-15 % de meutes qui ne se reproduisent pas, c'est normal. À partir de 15-20 %, ça ne l'est pas. 25 %, ce n'est pas normal du tout ! »*

Jean-Paul Celet, préfet référent du plan national loup, assure ne pas disposer d'éléments indiquant une baisse de la population lupine : *« Pour l'instant, je ne peux pas dire qu'il y a, après quatre années précédentes d'une hausse constante et exponentielle de la population, un renversement de tendance. »* La suite repose donc sur l'estimation 2024. La nouvelle méthode de comptage, par analyse génétique d'indices biologiques collectés selon un maillage précis, débouchera sur une estimation attendue en fin d'année. En cas de tendance à la baisse, le préfet insiste : *« Nous en tirerons toutes les conséquences. Cela se traduira d'abord par l'application du quota de 19 % sur un chiffre en baisse. »* Un nombre de loups pouvant être « prélevés » – éliminés légalement – en baisse... mais une proportion de la population identique. *« Si la baisse est très sensible, et donc pourrait conduire à une régression de la population,* poursuit-il, *on pourrait se poser la question de la révision du taux de prélèvement. »*

Autre risque mis en lumière par le rapport : *« 30 % des meutes ont probablement subi des actes de braconnage. »* Une estimation difficile à confirmer et contestée par la préfecture. Chaque année, huit à dix loups en sont officiellement victimes. Mais il ne s'agit que des loups morts qui sont retrouvés. *« C'est l'Office français de la biodiversité (OFB), la police de l'environnement, qui doit lutter contre le braconnage, mais ce n'est pas son seul travail. Et ses effectifs sont dérisoires ; quand ils tombent sur un loup mort braconné, c'est un coup de chance. »* Les chiffres officiels sont pourtant proches de la réalité, selon Jean-Paul Celet : *« On peut estimer la mortalité naturelle et accidentelle du loup à 15 % : on prélève dans les tirs de protection 19 % de la population. Cela fait 34 %. Ça ne laisse qu'un taux de survie de 66 %. Je ne vois pas où on mettrait le "chiffre noir" du braconnage. »*

Le Groupe Loup PP Alpes, qui travaille par repérage à l'aide de caméras, tire d'autres conclusions. Certains

loups présentent des amputations au niveau des pattes. *« Vous voyez régulièrement passer votre meute avec cinq loups, et d'un coup vous n'en voyez plus qu'un ou deux… Ils n'ont pas disparu par enchantement. Ils ont été éliminés »*, argue encore Roger Mathieu. Il s'agirait, selon le préfet, de loups en dispersion – les jeunes loups de 1 ou 2 ans qui quittent la meute. Roger Mathieu connaît bien le phénomène : *« C'est ce que nous appelons la "pulsation clanique" : une meute de loups, c'est un clan, une famille dont les effectifs augmentent, diminuent, réaugmentent, etc. Les loups qui se dispersent le font en général à l'automne ou au printemps. »* D'où l'importance d'effectuer les mesures au même moment de l'année. Le Groupe Loup PP Alpes réalise les siennes chaque année entre ces deux périodes : *« Depuis trois ans, on calcule le nombre de loups par meute au mois de décembre, et on s'aperçoit que cela diminue. »*

L'UE CHERCHE À ABAISSER LE NIVEAU DE PROTECTION

Leur travail de suivi concerne 36 meutes réparties sur huit départements, à l'est de la vallée du Rhône, *« où se situent 95 % des loups français »*, détaille Roger Mathieu. *« Le loup est un très grand voyageur »*, poursuit-il. Pourtant, s'il se disperse à l'ouest de la vallée, il ne s'y installe guère. *« Dès qu'il y en a un qui commence à commettre des dégâts, il est immédiatement sujet à un tir de défense »*, déplore le bénévole. Avec du matériel aujourd'hui performant, *« un louvetier (nommés par le préfet pour un mandat de cinq ans, ces bénévoles concourent notamment à la régulation et à la destruction des animaux d'espèces non domestiques susceptibles d'occasionner des dégâts – NDLR) repère un loup en pleine nuit noire à 500 mètres. Un loup qui s'approche d'un troupeau a actuellement 9 chances sur 10 d'être tué en moins de deux nuits »*, explique Roger Mathieu.

> « La grande majorité des éleveurs se sont adaptés à leur présence. Mais une minorité ne pense qu'à les tuer. »
> ROGER MATHIEU, COORDINATEUR DE L'ÉTUDE DU GROUPE LOUP PP ALPES

Jean-Paul Celet dément toute volonté de contenir géographiquement l'expansion du loup : *« Ce n'est pas une volonté délibérée de notre part que de maintenir la population des loups sur cet espace. »* Pourtant, Roger Mathieu avertit : *« C'est exactement ce qui se produit dans les faits. »* Avec des tirs accordés *« dès qu'il y a un loup qui est détecté à l'ouest de la vallée du Rhône, immédiatement, sans vérifier que les troupeaux sont protégés »*. Un changement dans les manières de procéder, selon lui : *« Ce n'était pas le cas il y a trois ou quatre ans. On vérifiait que le troupeau était bien protégé. Puis, c'était progressif : d'abord des tirs de défense simples, et si le loup continuait à attaquer, il était tué. »*

L'espèce est protégée par la convention de Berne de 1979, adoptée par la France en 1990, et par la directive habitats de 1992. Des menaces planent pourtant sur le statut du canidé. L'Union européenne cherche à abaisser son niveau de protection de « strictement protégé » à « chasse autorisée sous conditions ». Et localement, les rapports sont parfois tendus. *« Si on tire la sonnette d'alarme, c'est parce qu'il se passe des choses depuis deux ou trois ans qui sont bizarres »*, s'inquiète Roger Mathieu.

« La grande majorité des éleveurs se sont adaptés à la présence du loup, raconte le coordinateur de l'étude, *en tout cas à l'est de la vallée du Rhône. Ils font un travail difficile, remarquable. Mais il y a une minorité qui ne pense qu'à une seule chose : tuer tous les loups. »* Début août, le préfet de Haute-Vienne a dû effectuer un signalement auprès du parquet pour menace sur une espèce protégée : la Coordination rurale avait annoncé une prime de 1 000 euros pour tout loup mort. Quand les brebis enragent, dit le proverbe, elles sont pires que les loups.

JESSICA STEPHAN



Le massif de la Gardiole (Hérault), le 19 août, après l'intervention de 600 pompiers. PASCAL GUYOT/AFP

Depuis le début de l'année 4 000 hectares ont déjà brûlés

INCENDIES Le ministre démissionnaire de l'Intérieur, Gérald Darmanin, s'est rendu lundi à Frontignan, dans l'Hérault, où 350 hectares sont partis en fumée entre dimanche et lundi.

Il s'agit de l'un des incendies les plus importants de cette année en France, après les 600 hectares brûlés en juin à Vidauban, dans le Var. Dans l'après-midi de ce dimanche 18 août, un incendie s'est déclaré vers Frontignan, dans l'Hérault, près de l'autoroute A9. Au cours de la nuit qui a suivi, les flammes ont embrasé la pinède dans cette région forestière du sud de la France. L'incendie, qui a été fixé le lendemain matin, a détruit 350 hectares et nécessité la mobilisation de 600 pompiers. Ces derniers sont restés vigilants, car avec de nombreux points chauds, les risques de reprise restaient assez importants.

Toujours dans la nuit de dimanche à lundi, un autre incendie se déclarait dans les Pyrénées-Orientales, où 3 000 vacanciers étaient évacués d'un camping de Canet-en-Roussillon, un mobil-home ayant été détruit par le feu et cinq autres partiellement touchés ainsi qu'une caravane. Lundi matin, le feu était contenu. D'autres départements du pourtour méditerranéen sont aujourd'hui en alerte.

Gérald Darmanin, ministre démissionnaire de l'Intérieur, s'est rendu à Frontignan lundi en début d'après-midi, accompagné de Christophe Béchu, ministre démissionnaire de la Transition écologique. Gérald Darmanin a d'emblée remercié les sapeurs-pompiers, *« qui se sont mobilisés extrêmement vite »*. Et salué l'intervention des moyens aériens, permettant *« de contenir ce feu de forêt qui aurait pu menacer une centaine de maisons »*.

DES FEUX D'ORIGINE HUMAINE

Même si, pour le moment, l'été est plutôt clément avec des feux moins nombreux que l'année dernière (4 000 hectares ont été brûlés à ce jour, contre 12000 en 2023 à la même époque), cette période particulière de l'année – avec la chaleur, le vent et une hydrométrie moins importante – reste à haut risque. Christophe Béchu a rappelé qu'en 2022, plus de 60 000 hectares étaient partis en fumée. Des feux qui neuf fois sur dix sont d'origine humaine, l'unique cause naturelle étant la foudre. Le ministre de la Transition écologique a appelé chacun à la vigilance dans les semaines qui viennent afin de garder ce faible niveau de dégâts pour la végétation et les écosystèmes.

Ce n'est plus un secret pour personne : le réchauffement climatique accentue lourdement les risques d'incendie. Les grands arbres et la végétation au sol meurent ou dépérissent et produisent de la biomasse sèche. Une végétation sèche accumulée, particulièrement combustible et inflammable, favorise des feux plus violents, plus rapides. Et le gaz à effet de serre qui s'en dégage va contribuer davantage… au réchauffement climatique.

En 2050, près de 50 % des landes et forêts métropolitaines pourraient être concernées par un niveau élevé d'exposition aux feux de forêt, contre un tiers en 2010. Alors qu'il devient urgent, notamment, de renforcer les effectifs des acteurs concernés, l'Office national des forêts a vu ses effectifs passer de 15 000 agents à 8 000 en moins de quarante ans et Météo France a perdu un tiers de ses effectifs, soit environ 1 200 postes en quinze ans.

NADÈGE DUBESSAY

LES NOUVEAUX VISAGES DU NFP

Claire Lejeune, cherche bon plan pour le climat

FRANCE INSOUMISE Fille d'ouvrier, la normalienne de 29 ans veut mettre à profit ses travaux universitaires sur les planifications pour résoudre l'équation entre écologie et classes populaires.

Sale baptême du feu. Pour sa première semaine en tant qu'élue de la nation, Claire Lejeune aura eu droit à une fake news et une campagne de harcèlement de l'extrême droite. Le 18 juillet, la nouvelle députée de l'Essonne monte à la tribune afin de prendre part au vote pour la présidence de l'Assemblée nationale. Comme ses camarades insoumis et d'autres élus du Nouveau Front populaire, elle refuse, au nom du barrage républicain et du « cordon sanitaire », de serrer la main au député RN Flavien Termet, benjamin de l'Hémicycle, qui veille protocolairement au bon déroulement du scrutin.

L'extrait vidéo où elle apparaît figure parmi ceux retenus par la fachosphère. Le symbole est trop beau. Voici une normalienne, *« intello parisienne »*, méprisant un député provincial, *« fils de charcutier »*. Sur les réseaux, le pilonnage commence, avec son cortège d'injures sexistes. *« Ça a été très violent, d'autant que je n'avais pas encore constitué d'équipe qui pouvait filtrer les messages. J'ai tout pris d'un coup,* raconte Claire Lejeune. *Évidemment, le cliché est parfait pour eux, et ils n'ont pas pris la peine de vérifier leurs informations... »* Une rapide recherche aurait pourtant suffi. Née en 1994 à Juvisy-sur-Orge, dans la circonscription où elle vient donc d'être élue, Claire Lejeune a passé sa jeunesse au sein d'un foyer modeste, avec un père ouvrier électricien qu'elle a vu *« arriver le corps cassé à la retraite »* et une mère le plus souvent au foyer, à qui elle doit sa double nationalité franco-britannique. *« J'ai grandi dans un mélange de quartiers populaire et pavillonnaire, typique de la banlieue parisienne en première ligne face à la dégradation des services publics,* relate avec le recul la jeune femme. *La maternité où je suis née a été fermée. »*

Pas vraiment le profil de « bête à concours » taillée pour enquiller lycée Henri-IV, ENS Lyon et Sciences-Po Paris. Pourtant, Claire Lejeune coche les cases prestigieuses, très consciente, en lectrice assidue de Bourdieu, d'être une « transfuge de classe » (comme le sociologue, d'ailleurs) : *« Ça a été un choc, la découverte d'un autre monde. J'y ai vécu la violence symbolique d'être une fille d'ouvrier en classe préparatoire. »* Un décalage qu'elle ressent aussi au Palais Bourbon : le temple du peuple a le marbre épais et les lustres clinquants.



L'élue de l'Essonne a vécu « la violence symbolique d'être une fille d'ouvrier en classe préparatoire ». Un décalage qu'elle ressent aussi au Palais Bourbon. SAMIR MAOUCHE POUR L'HUMANITÉ

Dans l'Hémicycle, elle fait partie du petit club des six députés universitaires du Nouveau Front populaire. Et entend mettre à profit les ressources théoriques de sa thèse, qu'elle doit mettre en pause (mandat oblige), consacrée aux planifications économiques. Elle a trouvé un siège à la commission qu'elle souhaitait, développement durable, et veut résoudre cette vieille équation posée à la gauche : réconcilier écologie et classes populaires. Celle qui, pour être en adéquation avec ses idées, a opté pour le végétarisme et s'interdit de prendre l'avion refuse de stigmatiser ceux qui font le choix inverse. *« On ne peut pas incriminer les comportements individuels, car nos décisions sont contraintes,* développe-t-elle. *On est tous pris dans des imaginaires capitalistes. Le chemin est long pour construire un récit alternatif. »* Inutile de la lancer sur l'écoanxiété, terme piégeux qui *« psychologise le débat »* : *« Une des victoires de l'écoféminisme, c'est justement d'avoir montré que nos émotions sont pleinement politiques. »*

EN 2022, ELLE CLAQUE LA PORTE D'EELV

C'est avec la crise migratoire syrienne que Claire Lejeune se politise, jusqu'à s'encarter, en 2017. Les écologistes seront sa première maison, où le maire Vert de Grande-Synthe Damien Carême devient un mentor. Secrétaire nationale des jeunes écologistes entre 2018 et 2019, elle incarne une des tendances les plus à gauche du parti, sur une ligne radicale de rupture et d'union de la gauche. En 2021, la victoire de Yannick Jadot et sa course solo pour l'Élysée douchent les espoirs de Claire Lejeune. Début 2022, elle claque la porte d'EELV et rejoint la France insoumise : *« Chez Jadot, je ne retrouvais pas la clarté qu'il me faut pour militer sereinement, sur la rupture avec le capitalisme. »* La disciple de Damien Carême a cette fois pris les devants : ce dernier la rejoindra en 2024.

« J'ai trouvé mon point d'ancrage », estime-t-elle désormais en évoquant le parti de Jean-Luc Mélenchon, rejetant les accusations de manque de démocratie interne : *« Au contraire, il y a une vraie culture collective, moins de délibérations, peut-être, mais une priorité à l'action. Une démocratie en actes. »* L'essentiel est pour elle de faire vivre le NFP en tant qu'alternative crédible. Car, en bonne amatrice de running – son secret pour déconnecter du flux médiatico-politique –, elle sait qu'elle se lance dans une course de fond, avec cette mandature qui pourrait s'écourter : *« Il peut y avoir une dissolution dans un an. J'entre en campagne permanente. »*

CYPRIEN CADDEO

EN LUTTE

GRÈVE REPORTÉE À TAHITI

Prévue ce lundi 19 août par les syndicats de bus, la grève a été reportée car elle n'était pas conforme à la réglementation. Les syndicalistes, bloqués par un délai d'annonce trop court avant l'arrêt de travail, reviendront à la charge dans les jours à venir.

URGENCES EN CRISE À TRÉVENANS

Confronté à une *« saturation des capacités d'hospitalisation »*, l'hôpital Nord Franche-Comté, à Trévenans (Territoire de Belfort), a activé le plan blanc pour mobiliser des moyens et effectifs supplémentaires, ce dimanche 18 août.

MOBILISATION À LA HAGUE

Un mouvement de grève a lieu, depuis le 16 août, chez l'usine Orano, spécialiste du traitement et recyclage des combustibles usés sur le site de La Hague (Manche). Le syndicat SUD Orano recyclage alerte sur le *« ras-le-bol des salariés »* lié à des dysfonctionnements sur le site.



Le Bazar de l'Hôtel de Ville, rue de Rivoli, dans le quartier du Marais, à Paris fondé en 1856, par Xavier Ruel. PHILIPPE TURPIN/ PHOTONONSTOP

Le mythique BHV au bord du gouffre

COMMERCE Impayés, suppressions d'emplois, rayons vides, climat anxiogène et conditions de travail altérées... Depuis son rachat, fin 2023, par l'entreprise lyonnaise SGM, dirigée par la famille Merlin, le grand magasin parisien est en proie à de lourdes difficultés financières, qui menacent son avenir.

L'historique Bazar de l'Hôtel de Ville parviendra-t-il à souffler ses 170 bougies en 2026 ? Ce scénario semble chahuté depuis qu'un jeune homme d'affaires originaire de Vénissieux a mis la main, en novembre 2023, sur l'un des premiers grands magasins parisiens, dont Zola poussait les portes dans son roman *Au Bonheur des dames*. À seulement 32 ans, Frédéric Merlin, président de la Société des grands magasins (SGM), foncière lyonnaise spécialisée dans la réhabilitation de centres commerciaux de villes moyennes en perte de vitesse, a volé au secours du groupe Galeries Lafayette, propriétaire depuis 1990, lorsque l'empire du boulevard Haussmann, confronté à la plus grande crise financière de son histoire, a été contraint de céder son joyau de 38 000 mètres carrés situé dans le Marais (et son antenne de Parly 2). La faute à un établissement

devenu gouffre financier après l'épidémie de Covid et la piétonnisation de la rue de Rivoli, qui a réduit l'afflux touristique dans le centre-ville.

UNE GESTION FAMILIALE QUI DÉROUTE

La SGM, dont la sœur du patron, Maryline Merlin, est, elle, directrice générale déléguée, aux côtés de leur mère Dominique Merlin, directrice générale adjointe, avait déjà acquis sept magasins régionaux des Galeries Lafayette courant 2022. Mais en devenant l'unique actionnaire du fleuron parisien, les deux trentenaires ont fait un très gros coup, moyennant, comme l'ont évalué des experts en immobilier commercial, près de 500 millions d'euros. Le groupe SGM a également recapitalisé la société à hauteur de 38 millions d'euros: 8 millions au moment de l'achat, puis 30 millions supplémentaires à la fin mars 2024 « *malgré un contexte économique ponctuellement défavorable avec l'impact négatif prévu des jeux Olympiques et Paralympiques sur le chiffre d'affaires* », explique l'acquéreur auprès de *l'Humanité*.

Pourtant, à défaut d'enchanter, les Merlin sont loin d'avoir redressé la situation pécuniaire de l'ancien Bazar Napoléon. Au quatrième niveau du bâtiment de six étages, une feuille est placardée sur de grands panneaux noirs cachant aux clients, depuis début août, les rayons vides d'une marque de décoration d'intérieur: « Votre stand Madura est temporairement fermé. » Au sous-sol, espace entièrement dévolu au bricolage, qui vaut au BHV sa réputation, les présentoirs de robinets et tuyauteries en tous genres, vis, gants de travaux... ne contiennent plus que des étiquettes indiquant les prix.

En effet, différents signaux font craindre aux salariés, fournisseurs et organisations syndicales une déroute prématurée du point de vente emblématique, fondé par le commerçant Xavier Ruel en 1856. Réunis en intersyndicale, la CGT, la CFDT, la CFTC-CSFV, la CFE-CGC et Sud Solidaires ont rapidement vu le vent tourner. À l'occasion de leurs vœux pour 2024, les organisations prévenaient: « *Le groupe SGM, bien loin des valeurs sociales que nous avons connues, est axé sur des économies drastiques, notamment sur les frais de personnel. Cette nouvelle orientation risque de toucher chacun d'entre nous, et il est essentiel d'être vigilants face à ces changements qui peuvent impacter nos conditions de travail.* » Elles ne pensaient pas si bien dire. Comme l'a révélé Mediapart dans une enquête parue le 13 août, cela fait des mois qu'une grande partie des enseignes installées dans le magasin, fournisseurs et prestataires, sont en proie à de lourds impayés et retards de paiement. Selon la déléguée de la CGT Florine Biais, « *en trente ans, et quelle que soit la situation financière du propriétaire, les problèmes de trésorerie n'ont jamais reposé à ce point sur les épaules des collaborateurs, qui sont parfois de toutes petites entreprises* ».

PAIEMENTS DIFFÉRÉS ET DÉGRAISSAGE DÉGUISÉ

Le modèle économique des grands magasins veut que les enseignes vendent leurs articles grâce à leurs propres salariés, au sein d'un vaste commerce hôte, qui encaisse lui-même les achats avant d'en reverser les recettes aux marques, une fois le loyer de l'emplacement déduit. En ne payant pas ses fournisseurs, aussi appelés « démonstrateurs », la nouvelle direction les contraint ainsi à avancer davantage de fonds, dont beaucoup ne disposent pas, entraînant ainsi d'importants défauts de stocks. C'est, d'ailleurs, dans l'attente de son dû que la marque Madura a décidé de fermer son stand.

« *Pour les rassurer, la direction fixe régulièrement de nouvelles échéances de paiement, qui sont, là encore, différées,* abonde Maurice Baudry, de la CFE-CGC, *créant un climat extrêmement anxiogène.* » C'est pourquoi l'intersyndicale s'est accordée pour lancer en juin un droit d'alerte économique, outil permettant au CSE de demander des explications à l'employeur face à une situation financière préoccupante. Un retour de la direction est donc impatiemment – mais sans grande conviction – attendu pour le 13 septembre, une fois que le rapport d'expert commandé par les organisations sera livré.

Aux fournisseurs incertains de passer l'année et au manque de marchandises en kiosque s'ajoute un dégraissage des effectifs qui s'apparenterait, selon Nathalie Kann, secrétaire du CSE et représentante de la CFTC, à « *un plan social déguisé* ». « *Depuis décembre, au moins 200 des 1200 salariés – BHV Marais et Parly confondus – ont quitté le navire sans être remplacés, si ce n'est sur de très courtes périodes par des intérimaires* », assure la représentante du personnel. La direction invoque, elle, des problèmes de logistique liés à la passation de capital. Étant « *dans l'attente de l'autonomisation totale du magasin, les Galeries Lafayette assurent encore un certain nombre de prestations pour le BHV* ». Cela « *nuit à la fluidité du traitement des factures et entraîne pour une partie d'entre elles des délais allant au-delà de nos engagements contractuels. Cette situation (étant) renforcée par le caractère saisonnier de l'activité d'un grand magasin comme le BHV, dont la trésorerie disponible est toujours moins importante durant les mois de printemps et d'été* », se justifie par ailleurs la SGM.

UNE POLITIQUE « CONTRAIRE À L'ADN DU MAGASIN »

Mais Nathalie Kann n'est pas dupe et « *les collaborateurs ont, eux aussi, du mal à gober la pilule* ». Au cours d'un CSE en décembre dernier, la DRH de la SGM n'y est pas allée par quatre chemins en annonçant à ses nouvelles troupes que « *la politique et le social, c'était fini* ». « *La stratégie managériale qui consiste à enterrer le dialogue social que nous étions parvenus à créer avec notre ancienne maison mère nous démontre que la SGM éprouve un profond mépris pour ses salariés, les fournisseurs, les prestataires, et par conséquent la clientèle* », regrette Maurice Baudry.

La dégradation des conditions de travail et le manque de marchandises contraignent les salariés à allonger les délais de livraison des clients, et parfois à finir par les rembourser faute de produit. De même que pour le reste de l'intersyndicale, selon Neyla Lakhdar, de SUD Solidaires, cette gestion est « *contraire à l'ADN du magasin, reconnu pour la qualité de ses produits et de son service client* » De son côté, l'entreprise lyonnaise, qui affirme qu'avant le rachat le BHV perdait 15 millions d'euros par an, vise un retour à la rentabilité d'ici à la fin de l'année. Le défi est de taille lorsque l'on sait que les achats pour les fêtes de fin d'année débutent en octobre et que l'enseigne, exsangue, doit remplir ses caisses sur cette période pour le reste de l'année.

PAULINE ACHARD



Antony Blinken, et le président de l'État d'Israël, Isaac Herzog, à Tel-Aviv, le 19 août.
KEVIN MCHATT/REUTERS

La fausse médiation des États-Unis pour Gaza

PROCHE-ORIENT Le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, qui est arrivé ce lundi en Israël, se présente en négociateur d'un accord de paix. Mais l'émissaire de Joe Biden a déjà accepté les conditions de Benyamin Netanyahou et promis l'envoi d'armes à Tel-Aviv.

Si l'on ne parlait pas de 40000 morts et d'un territoire détruit à 80 %, les paroles du secrétaire d'État américain, Antony Blinken, prêteraient à sourire. « *C'est un moment décisif, probablement le meilleur, peut-être la dernière occasion de ramener les otages chez eux, d'obtenir un cessez-le-feu et de mettre tout le monde sur une meilleure voie pour une paix et une sécurité durables* », a-t-il déclaré dès son arrivée en Israël, lundi, pour y rencontrer notamment Benyamin Netanyahou. Un déplacement, le neuvième depuis le déclenchement de la guerre contre Gaza, qui se tient dans une situation néanmoins différente qui force Washington à se montrer sous un jour plus « neutre ». Comme si, une fois n'est pas coutume, les États-Unis voulaient vraiment se comporter en médiateur. Une décision prise la semaine dernière trahit pourtant les penchants de l'administration Biden. Elle vient d'approuver la vente d'armes à Tel-Aviv pour un total d'environ 20 milliards de dollars. Dans le paquet, 50 avions de chasse F-15 d'une valeur de plus de 18 milliards de dollars.

UNE FUITE EN AVANT GUERRIÈRE

Après plus de dix mois de guerre, une nouvelle réalité s'impose qui s'explique par différents facteurs. D'abord, l'objectif affiché dès le départ par les autorités israéliennes n'a pas été atteint. Le mouvement islamiste du Hamas n'a pas été éradiqué (lundi matin, d'importants combats avaient encore lieu autour de la ville de Rafah, au sud de la bande de Gaza). Plus de 110 Israéliens, parmi lesquels de nombreux civils, sont toujours entre les mains des groupes palestiniens. L'attitude de Netanyahou ne rassure guère les États-Unis : une fuite en avant guerrière encore partagée par une majorité de ses concitoyens, qui le maintiendraient au pouvoir en cas d'élections. Seul faux pas, les attaques répétées du premier ministre israélien contre l'Iran et le Hezbollah libanais, avec l'assassinat du numéro 1 du Hamas à Téhéran et celui du chef militaire ■■■

de l'organisation chiite à Beyrouth, qui risquent de faire exploser la région. D'où une accélération des négociations pour un cessez le feu depuis quelques jours afin de repousser une possible réplique iranienne contre Israël.

Pour la première fois depuis peut-être la guerre du Vietnam, l'élection présidentielle américaine pourrait se jouer à l'aune d'une question internationale avec la guerre à Gaza. Washington a aussi besoin de passer à autre chose, d'obtenir la stabilité au Moyen-Orient pour mettre en place de nouvelles lignes marchandes et énergétiques afin de mieux affronter celui qu'il considère comme son principal ennemi économique : Pékin.

C'est ainsi qu'il faut comprendre Antony Blinken lorsqu'il assure : *« Je suis ici dans le cadre d'un effort diplomatique intensif sur les instructions du président Biden pour essayer de faire passer cet accord à la ligne et finalement au-dessus de la ligne... Il est temps pour tout le monde de dire oui et de ne pas chercher d'excuses pour dire non. »* Un ton d'une fausse naïveté, car l'ami israélien reste tout de même essentiel dans le dispositif régional. Alors le secrétaire d'État américain brouille les pistes, évitant d'entrer dans les détails.

DE « NOUVELLES CONDITIONS » ISRAÉLIENNES

Les discussions ont été mises sur les rails sur la base d'une annonce faite fin mai par le président Joe Biden. Ce plan prévoit, dans une première phase, une trêve de six semaines accompagnée d'un retrait israélien des zones densément peuplées de Gaza et de la libération d'otages enlevés le 7 octobre et, dans sa deuxième phase, notamment un retrait total israélien de Gaza. Or, il semblerait que les médiateurs (États-Unis, Égypte, Qatar), après deux jours de discussions à Doha, aient fait parvenir au Hamas une nouvelle version incluant des conditions israéliennes qui modifient totalement le cadre des échanges.

Le mouvement palestinien dénonce notamment « *l'insistance* » israélienne à maintenir des troupes à la frontière de Gaza avec l'Égypte et de *« nouvelles conditions sur le dossier »* des prisonniers palestiniens susceptibles d'être échangés contre des otages retenus à Gaza. Tel-Aviv entend approuver les noms des Palestiniens susceptibles d'être libérés, veut exclure les longues peines (ce qui est le cas de Marwan Barghouti et Ahmed Saadat) et bannir ceux qui sont libérés.

Dimanche, Benyamin Netanyahou a appelé à *« diriger la pression sur le Hamas »* et *« non vers le gouvernement israélien »*, dénonçant un *« refus obstiné »* de l'organisation islamiste de conclure un accord. *« Nous faisons porter à Benyamin Netanyahou l'entière responsabilité d'avoir fait échouer les efforts des médiateurs et fait obstruction à un accord »*, a rétorqué le Hamas.

PIERRE BARBANCEY

« La situation offre des opportunités à la gauche »

ÉTATS-UNIS La convention du Parti démocrate s'est ouverte hier avec un discours de Joe Biden passant le relais à Kamala Harris. **Bill Fletcher Jr**, militant socialiste, syndicaliste et auteur, revient sur les enjeux de ce rassemblement.

Si la convention démocrate qui se déroule à Chicago jusqu'au 22 août semble réglée comme du papier à musique, la question du programme officiel de la coalition reste ouverte. L'aile gauche tente d'avoir voix au chapitre.

Kamala Harris a réduit l'écart avec Donald Trump dans les sondages. Pensez-vous qu'elle mène la bonne campagne pour le vaincre ?

Kamala Harris mène une campagne remarquable, surtout si l'on considère les conditions dans lesquelles elle est entrée en campagne. Elle a suscité un niveau d'enthousiasme que je n'ai pas vu depuis de nombreuses années. Le colistier qu'elle a choisi est apprécié par le mouvement syndical et dispose d'un excellent bilan sur les questions LGBTQ. Elle mène une campagne en faveur de la démocratie mais aussi de la justice économique. Elle doit valoriser certaines des grandes réalisations de l'administration Biden, tout en mettant l'accent sur ce qu'il faut faire à l'avenir. Le ticket ne peut pas se laisser distraire par les attaques sur le passé militaire de Walz et certainement pas sur la façon dont il a répondu à la montée en puissance de Black Lives Matter en 2020.

DROITS RÉSERVÉS

BILL FLETCHER JR
Militant socialiste, syndicaliste et auteur

Les délégués du mouvement Uncommitted porteront un message clair : cessez-le-feu, arrêt des livraisons d'armes. Ont-ils réellement une influence sur la question de la guerre à Gaza ?

Oui, et je pense que le choix de Harris de prendre Walz comme colistier reflète, en partie, la reconnaissance du fait qu'un sioniste déclaré comme colistier lui ferait du tort (Josh Shapiro, gouverneur de Pennsylvanie, a un temps fait figure de favori – NDLR). Elle devra marcher sur une ligne de crête entre le soutien à son patron – Biden – et l'incarnation d'un avenir différent. Je pense qu'elle essaie, au moins, d'offrir une vision différente de l'avenir du Moyen-Orient. Cela dit, le mouvement palestinien doit maintenir la pression sur Biden et Harris tout en comprenant que le fait de ne pas participer à cette élection ou d'opter pour un tiers parti équivaut à voter pour Trump.


Sur quel programme Kamala Harris va-t-elle mener campagne ?

On a l'impression que le programme va poursuivre dans la direction prise par Biden sur le plan intérieur, c'est-à-dire s'éloigner des politiques néolibérales. Mais il reste des différences importantes et des incertitudes au sein des cercles dirigeants sur ce que devrait être un scénario économique postnéolibéral. Cela offre à la gauche des opportunités si nous arrivons à articuler notre opposition à Trump et au projet Maga (Make America Great Again) et l'idée que nous devons être les défenseurs d'une démocratie renforcée.


La gauche dispose donc de marges de manœuvre ?

La gauche américaine – et plus particulièrement la gauche socialiste – doit être refondée. Une grande partie de cette branche a une conception trop limitée des stratégies nécessaires pour construire un mouvement majoritaire capable de gagner le pouvoir dans le contexte du capitalisme démocratique (en tant qu'étape vers le socialisme). Nos organisations au sein de l'aile gauche sont trop faibles et diffuses. Mais les possibilités du moment sont énormes et défaire le projet Maga représente une opportunité. Il me semble que nous avons beaucoup à apprendre du Nouveau Front populaire français !

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR CHRISTOPHE DEROUBAIX

L'Inde choquée après le meurtre d'une interne

FÉMINICIDE Les praticiens sont en grève et des milliers de personnes sont dans les rues depuis le 12 août, après qu'une jeune médecin a été violée et tuée dans un hôpital de Calcutta.

Depuis samedi, ce sont plus d'un million de médecins indiens qui ont déserté leurs cabinets, à travers tout le pays. Leur principal syndicat, l'Association médicale indienne (IMA), a appelé à la grève le jeudi 15 août, une semaine après une découverte macabre au sein du complexe médical RG Kar de Calcutta, au Bengale-Occidental. Le vendredi 9 août, les collègues de Moumita Debnath, apprentie médecin de 31 ans, découvrent son corps dans une salle de réunion sur un matelas gorgé de sang. Déshabillée de façon brutale, l'interne saigne des yeux et de la bouche et son corps est couvert de lésions aux jambes, aux chevilles, à l'estomac et aux mains.

La jeune femme a été violée et assassinée, comme l'a confirmé l'autopsie, alors qu'elle faisait une sieste après avoir travaillé 20 heures sur une garde de 36 heures. L'hôpital n'ayant pas assez de salles de repos, l'interne avait dû se résoudre à dormir dans cette pièce. Le flou persiste autour de cet acte ignoble: la Haute Cour de Calcutta a dû transférer l'affaire au CBI – l'équivalent indien du FBI – en raison du manque d'avancée sur le dossier. L'auteur ou les auteurs ne sont toujours pas identifiés, et des preuves auraient été détruites par des individus armés ayant pénétré dans le centre hospitalier. Dix-neuf d'entre eux ont été arrêtés, en plus d'un suspect, un policier volontaire chargé de la sécurité au sein de l'établissement.

« LES MAINS QUI GUÉRISSENT NE DEVRAIENT PAS SAIGNER »

« Les femmes forment la majorité de notre profession dans ce pays, et nous avons demandé à maintes reprises qu'elles soient en sécurité », fulminait le président de l'IMA, R. V. Asokan, avant d'enjoindre les médecins à n'assurer qu'un service minimum aux urgences, dès le 12 août. *« Les 36 heures de garde de la victime et l'absence de lieux sûrs pour se reposer justifient une révision complète des conditions de travail et de vie des medecins internes »*, a-t-il ajouté. L'information de l'atrocité de ce meurtre s'est répandue comme une traînée de poudre à Calcutta, puis dans plusieurs villes d'Inde et sur les réseaux sociaux, où des célébrités ont pris la parole. *« Un autre viol brutal. Un autre jour pour se rappeler que les femmes ne sont en sécurité nulle part. Cet horrible incident nous rappelle une fois de plus que les femmes portent disproportionnellement le fardeau de leur propre sécurité »*, a posté l'influenceuse et star du cinéma Alia Bhatt sur Instagram.

La colère, incarnée par les médecins et les femmes, pousse ces dernières à investir les rues chaque soir depuis le 12 août. En plus d'hommages à la bougie et de réclamer justice pour Moumita, les Calcuttiennes clament aussi leur droit à *« reconquérir la nuit »*. La crainte des femmes et des filles indiennes n'a jamais disparu, dans un pays profondément marqué par la culture du viol et les innombrables agressions sexuelles perpétrées. *« Les mains qui guérissent ne devraient pas saigner »*, déploraient des pancartes de protestation.



Calcutta, le 19 août. Slogans à l'intérieur de l'hôpital condamnant le viol et le meurtre de Moumita Debnath. SAHIBA CHAWDHARY/REUTERS

L'ampleur des manifestations rappelle celles de 2012, après que Jyoti Singh, 23 ans, avait été kidnappée à bord d'un bus par plusieurs hommes. La jeune femme avait subi des sévices qui vont au delà de l'entendement, avant d'être jetée au bord de la route et de mourir de ses blessures, deux interminables jours plus tard. Cette affaire avait poussé l'exécutif à durcir les lois en termes de violences sexistes et sexuelles. Mais douze ans plus tard, rien n'a changé. En 2022, le Bureau national des affaires criminelles, qui dépend du ministère de l'Intérieur, enregistrait 90 viols par jour en Inde, un chiffre en hausse de 4 % par rapport à l'année précédente.

> « Cet horrible incident nous rappelle que les femmes portent le fardeau de leur propre sécurité. »
>
> ALIA BHATT, ACTRICE

« Quel message cela envoie-t-il aux femmes du pays ?, a tonné Priyanka Gandhi, dirigeante du Congrès, le principal parti d'opposition indien. *Quand les statistiques du gouvernement montrent que des dizaines de viols ont lieu chaque jour, de qui les femmes devraient-elles attendre une protection ? »* Le premier ministre suprémaciste hindou, Narendra Modi (BJP, extrême droite), était obligé d'évoquer l'affaire lors de son discours à la nation du 15 août, jour de l'indépendance de l'Inde. *« En tant que société, nous devons penser aux atrocités commises contre nos mères, filles et sœurs. Il y a de l'indignation dans le pays, je peux la ressentir. (...) Ceux qui exécutent ces actes monstrueux doivent être sévèrement punis, et le plus tôt possible »*, a-t-il affirmé, sans pour autant aller plus loin.

La condition féminine est pourtant *« quelque chose que les candidats politiques devront prendre très au sérieux »*, analyse dans un long éditorial la rédactrice en chef de l'*Indian Express*, Neerja Chowdhury. *« Les femmes veulent désormais être plus que des bénéficiaires de programmes ou d'aides qui leur sont destinés*, prévient-elle. *Elles veulent leur place sous le soleil – en tant que citoyennes, qu'égales. »*

AXEL NODINOT

l'Humanité
MARDI 20 AOÛT 2024.



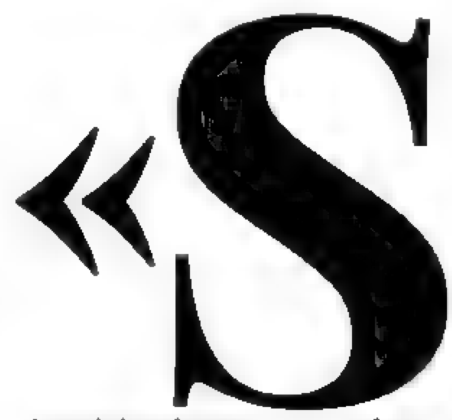
Le Martyre de sainte Ursule (vers 1520-1525), huile sur bois de Bernhard Strigel. LE RÉVERBÈRE MULHOUSE / MUSÉE UNTERLINDEN, COLMAR

L'âme d'une époque entre Moyen Age et Renaissance

EXPOSITIONS

Les musées de Colmar, Besançon et Dijon proposent un ensemble exceptionnel d'œuvres germaniques méconnues. Un parcours passionnant dans la diversité des styles.

Colmar, Besançon, Dijon, envoyé spécial.



« Si nos tableaux pouvaient être autre chose que des scènes d'atrocités, un écorché, un pendu, un rôti, un grillé, une dégoûtante boucherie (...), si la Vierge Marie avait été la mère du plaisir ; ou bien mère de Dieu, si c'eut été ses beaux yeux, ses beaux tétons, ses belles fesses qui eussent attiré l'esprit saint sur elle, (...) vous verriez ce qu'il en serait de nos peintres, nos poètes et nos statuaires, de quel ton ils nous parleraient de ces charmes qui joueraient un si grand et si beau rôle dans l'histoire de notre religion et de notre Dieu... » Sous la plume de Diderot dans ses textes sur l'esthétique, c'est diablement iconoclaste et séduisant mais si l'on ne s'ennuyait ferme on serait en tout cas privé des trois excellentes expositions présentées par les musées de Colmar, Besançon et Dijon consacrées à la peinture germanique dans les collections françaises de la fin du Moyen Âge à la Renaissance, soit de 1370 à 1550. Il est rare en effet d'être confronté à une telle galerie de crucifiés, torturés, fouettés, empalés, d'hommes et de femmes précipités dans le vide ou les feux de l'enfer. Le clou si l'on ose dire étant deux bébés littéralement embrochés sur une pique dans un *Massacre des*

innocents (vers 1515 1520) d'après Albrecht Altdorfer et dans de gaies couleurs bleues, roses et jaunes.

Ces trois expositions n'en sont pas moins le résultat d'un travail exceptionnel mené, avec le concours de l'Institut national d'histoire de l'art, dirigé par Éric de Chassey, par Isabelle Dubois-Brinkmann et Aude Briau, également commissaires des trois expositions. Un travail d'autant plus remarquable que les œuvres de cette période, celle du Saint Empire romain germanique, étaient non seulement dispersées mais avaient été pour une bonne part et à l'exception de quelques noms – on pense à Dürer, Cranach, Grünewald – négligées par la critique privilégiant les œuvres italiennes ou flamandes.

VIOLENCE CRUE ET VARIÉTÉ DES STYLES

C'est donc à la découverte de dizaines d'artistes que nous sommes invités, ayant travaillé pour nombre d'entre eux dans les grandes villes qu'étaient déjà Nuremberg, Cologne, Hambourg, mais avec des styles parfois étonnamment différents, quand bien même l'usage de la peinture à l'huile les avait amenés à privilégier le rendu des vêtements, des armures, etc. Comment ne pas rester pantois, par exemple, devant *le Cortège des Rois mages* (1478), probablement de Heinrich Büchler, au musée des Beaux Arts de Dijon, où les chevaux semblent sortir d'une panoplie de Playmobil, voisinant avec la violence crue, par un auteur anonyme (vers 1460), des tortionnaires d'un groupe de martyrs crucifiés, s'appuyant évidemment sur les récits bibliques mais faisant probablement écho, aussi, à une violence qui était à maints égards celle du temps.

Riche de son extraordinaire trésor, le *Retable d'Issenheim* (1512-1516) de Matthias Grünewald, et de sa collection d'œuvres de Martin Schongauer, le musée Unterliden de Colmar, avec l'apport de sa directrice, Camille Broucke, présente une soixantaine de peintures, dont plusieurs ensembles venant de Strasbourg et de l'entourage du maître dit « des études de draperies », peuplées de multiples personnages, le plus souvent des notables de la ville, quand ce ne sont pas les persécuteurs du Christ ou des saintes et saints, aux trognes délibérément caricaturales... On se doit de mentionner aussi plusieurs portraits dus à Dürer, dont une très étonnante *Tête d'enfant barbu* (1527) ; un portrait dit d'un homme d'environ 25 ans de Hans Baldung Grien (1519) ; et, du même, une tête de vieillard (1530).

ÉTRANGES CRÉATURES ET PORTRAITS EN SÉRIE

On est ici dans un autre registre que l'on pourrait dire profane, comme avec le portrait, par Hans Caldenbach, au musée des Beaux-arts et d'Archéologie de Besançon, d'un homme appelé Claus Stalburg qu'on dirait véritablement notre contemporain, ou encore avec la bonne bouille d'un garçonnet de 4 ou 5 ans due à un anonyme de Souabe ou du Rhin supérieur (vers 1510-1520). On apprend aussi à Besançon, qui présente plusieurs Lucas Cranach l'Ancien, dont la très singulière *Mélancolie* (1532), que ses jeunes femmes graciles aux yeux en amande, dont on voit ici plusieurs déclinaisons, caractéristiques de son style, étaient un peu produites en série pour les messieurs. Rien de neuf.

À Dijon, mention spéciale pour un *Saint Bernard de Menthon rencontrant Henri IV à Pavie* (Valais, Suisse, vers 1510), accompagné par une étrange créature tenant du chien avec des pattes de canard et des griffes de poulet ; saint Fridolin, que l'on ne connaissait pas, fait la causette avec un squelette qui lui tient la main (Suisse, vers 1505) ; ailleurs, saint Guy guérit un possédé qui recrache un démon (Gabriel Mälesskircher, Munich, 1476)... Avec ces trois expositions, il ne s'agit pas seulement de peinture, ni de religion, mais de la vision du monde et de l'âme d'une époque pas si loin de la nôtre qu'on le croit. ■

MAURICE ULRICH

Les trois expositions jusqu'au 23 septembre. Catalogue édité par les trois musées, l'Institut national d'histoire de l'art et les éditions Faton, 418 pages, 39 euros

À Aix, l'art de Bonnard le «japonard»

EXPOSITION À l'hôtel de Caumont, à Aix-en-Provence, un parcours permet d'appréhender l'influence des maîtres japonais, leur rapport au temps et à l'espace, sur le peintre français.

Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), envoyé spécial.

Le critique d'art Félix Fénéon (1861-1944) avait du nez. Lui qui avait été l'un des premiers à déceler les talents d'Arthur Rimbaud, Marcel Proust ou André Gide avait, une fois, qualifié Pierre Bonnard de « *nabi très japonard* ». Rien de moqueur ou d'ironique dans ce propos, seulement le constat de cette inclinaison qui démarquait un artiste par ailleurs discret de ses amis tous désireux de se débarrasser d'un naturalisme encombrant.

Ce japonisme a saisi Paris et l'Europe dès l'Exposition universelle de 1867, année de naissance de Bonnard. Vingt ans après, celui ci va trouver dans l'ukiyo-e — littéralement « image du monde flottant », mouvement artistique japonais de l'époque d'Edo (1603 1868) — le moyen de « *désapprendre* » (le mot est de lui) ce qu'on lui avait enseigné aux Beaux Arts. Une influence qui marquera toute son œuvre.

L'exposition présentée à l'hôtel de Caumont permet de mieux comprendre ce qui a pu séduire le peintre français et comment il s'en est approprié la philosophie artistique. Le parcours didactique s'appuie de façon intelligente sur l'extraordinaire collection d'estampes japonaises de Georges Leskowicz. Il ne s'agit pas pour la commissaire de l'exposition, Isabelle Cahn, de placer face à face ou côte à côte une estampe et une peinture. Le but est de discerner comment Bonnard parvient à dépasser ses préoccupations esthétiques à la lumière d'une conception extrême orientale totalement différente.

FAIRE VIVRE L'IMAGE EN TOTALITÉ

Bien sûr, au début, on trouve des tentatives d'imitation, comme ces quatre *Femmes au jardin* (1890-1891) dédiées à l'origine à un paravent puis finalement affranchies, chaque panneau vivant seul, ou ces *Femmes et fleurs, projet d'éventail* (1895). Autant d'objets guère usités en cette France de la fin du XIXe siècle. Ce qu'a décelé Pierre Bonnard et qu'il parviendra à maîtriser réside dans les motifs et la composition, l'utilisation des pleins et des vides, le retour d'une représentation sans réelle perspective et surtout le rôle des couleurs, pures et en à-plats. Elles ne sont plus là pour simplement illustrer mais faire vivre l'image en totalité. La ligne est devenue prépondérante. Autant d'ingrédients pour dépasser l'immobilité, donner le sens du mouvement. En réalité, de la vie. Les personnages traversent le tableau latéralement (*les Quais de Paris*, vers 1906) ou s'inscrivent dans une composition mouvante (*le Tramway vert*, vers 1905).

Ce qui rend Bonnard plus « japonard » que les autres relève de sa personnalité propre, en osmose avec les maîtres japonais. C'est particulièrement vrai du temps, matérialisé dans l'observation des saisons (*l'Amandier en fleurs*, vers 1930). Mais n'est-ce pas aussi une volonté d'arrêter l'horloge qui lui fait peindre des nus, particulièrement son épouse, Marthe, formes et couleurs créant ainsi un maelström existentiel (*Nu accroupi*, 1938) ? Ce battement de cœur terrible qui explose en couleur sur la toile, scansion du temps qui passe au-delà de l'espace, voilà ce qui émeut chez Bonnard et qu'il a subtilisé aux maitres de l'estampe japonaise. ■

PIERRE BARBANCEY

« Bonnard et le Japon », jusqu'au 6 octobre à l'hôtel de Caumont-centre d'art, à Aix-en-Provence. Rens. : caumont-centredart.com. Catalogue, In Fine éditions, 192 pages, 32 euros.



Terrasse dans le Midi (1925), aux couleurs, pures et en à-plats, caractéristiques du style de Pierre Bonnard.
AKG-IMAGES/FINE ART IMAGES/HERITAGE IMAGES





Mythologie du .12,
de Célestin de Meeûs,
Éditions du sous-sol,
156 pages, 17,50 euros

Les grandes fenêtres bleues renvoyaient les rayons obliques du soleil et l'asphalte du parking fondait, formant de petites flaques de goudron noir, nauséabondes, auréolées de halos jaunes, verts et violets, comme si l'été qui commençait à peine avait pris corps avec ces lourdes, inexorables odeurs d'asphalte gras et de friture, d'essence, de relents de parfums qu'ici et là traînaient les couples et les familles, assis aux tables du McDo, profitant de ce premier jour d'été, de l'approche des vacances, pour manger au grand air, sur le bord de la route qui d'un côté menait en ville et qui, de l'autre, traversait une étendue de champs sans fin au bout desquels, au loin, se trouvaient deux ou trois hameaux perdus, dans une campagne empoussiérée et asphyxiée qui commençait ou terminait sur ce parking délimité par un Carrefour un Intersport un Brico et un McDo, où zigzaguait paresseusement une bagnole de flics, et où Théo, assis sur un muret, les pieds ballottant dans le vide, venant juste d'avaler une bière un hamburger et un paquet de frites, observait les familles et les couples qui mangeaient, abattus de chaleur, de gras et de mélancolie, comme lessivés, lessivés et heureux, ou plutôt insouciants, oui, exténués et insouciants.

La danse de l'écriture

Célestin de Meeûs, qui a « appris à écrire » par la poésie, se lance dans le labyrinthe de la fiction avec un récit violent, enraciné dans les mythes anciens et la réalité contemporaine.

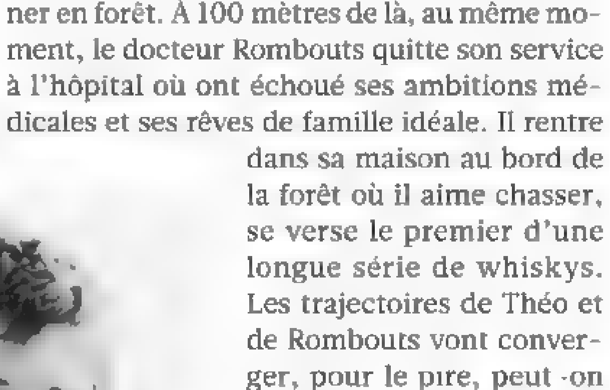
Célestin de Meeûs a commencé par écrire de la poésie. Plusieurs de ses recueils, *Écart-type*, *Cavale russe* ou *Cadastres*, ont reçu des prix très convoités, qui l'ont fait connaître comme une des voix nouvelles de la poésie en Belgique. Pourquoi la poésie ? *« Pour apprendre à écrire »*, dit-il, rappelant le mot d'André Pieyre de Mandiargues : *« Pour apprendre à écrire, il faut écrire de la poésie »*. Il s'empresse de préciser : *« Évidemment, je n'avais pas pour intention d'écrire de la poésie pour passer ensuite à autre chose. Mais j'aimais l'obligation d'être précis, de savoir ce que je voulais dire et comment je voulais le dire. »*

Âgé de 33 ans, il n'a pas fait d'études. *« J'ai vendu des chaussures, j'ai travaillé en usine, dans l'agriculture, j'ai été professeur en soutien scolaire. »* Aujourd'hui, il se consacre totalement à l'écriture, et au roman. *« Ce qui me fascine dans le roman, qu'on ne peut pas trouver en poésie, c'est la navigation, le détour. Cette sorte de danse qu'on peut faire en écrivant. »*

UNE INTRIGUE ÉPURÉE, UNE STRUCTURE PROLIFÉRANTE

En écoutant Célestin de Meeûs parler de cette danse de l'écriture, on pense à sa phrase serpentant d'une idée à l'autre s'attardant, revenant sur ses pas, puis coupant court pour sauter ailleurs. *« J'aime bien, pour la décrire, le mot de labyrinthe. Pourquoi j'ai choisi ce type de phrase qui s'étire et qui tourne, c'est parce que ça me fait plutôt penser à la littérature elle-même. Pour moi, c'est un gigantesque labyrinthe, une toile d'araignée. C'est peut-être parce que les premiers auteurs que j'ai découverts viennent de mes lectures. Un auteur qui parle d'un autre auteur. Charles Bukowski parle de Hermann Hesse, qui m'envoie vers Knut Hamsun, et ainsi de suite. »*


MANON PERROLA



La manière dont Célestin de Meeûs construit son récit relève elle aussi de cette structure proliférante, ce qui n'exclut pas une composition d'une grande rigueur. L'intrigue tient de l'épure. Le jour du solstice d'été, Théo, qui vient d'avoir 18 ans, attend son copain Max. Les deux jeunes gens, désœuvrés, après quelques bières et pétards, décident d'aller se promener en forêt. À 100 mètres de là, au même moment, le docteur Rombouts quitte son service à l'hôpital où ont échoué ses ambitions médicales et ses rêves de famille idéale. Il rentre dans sa maison au bord de la forêt où il aime chasser, se verse le premier d'une longue série de whiskys. Les trajectoires de Théo et de Rombouts vont converger, pour le pire, peut-on craindre.

Célestin de Meeûs tournait depuis longtemps autour d'une histoire de ce genre. Il compose son récit en deux parties, une exposition qui suit alternativement les deux protagonistes et une deuxième *« conçue comme une danse »*, mais où *« les mâchoires de l'étau se resserrent »*. C'est la mythologie qui fait basculer l'écriture du roman.

« J'ai écrit ce texte au fin fond d'une forêt. Les journées sont longues quand on est seul, sans réseau, à des kilomètres de la première habitation. J'avais un livre de Jean-Pierre Vernant sur la mythologie grecque. Ce qui m'a plu dans ces récits c'est l'histoire de Gaïa, Ouranos et Cronos. » Ouranos, le Ciel, reste étendu sur Gaïa, la Terre, qui finit par demander à Cronos, leur fils, de couper la verge d'Ouranos, qui se retire en haut du ciel. *« Ce qui m'intéressait, c'est que la chose se reproduit à la génération suivante, puisque Cronos mange ses enfants jusqu'à ce que l'un d'eux, le petit Zeus, le fasse vomir tous ceux qu'il avait avalés. »*

La similitude avec les histoires qu'il est en train d'écrire frappe Célestin de Meeûs. *« Rombouts pourrait être le père de Théo. »* L'écriture peut alors aller vite. *« Je passe des mois et des mois à ne pas y arriver, et à un moment on tire la bonne ficelle, parce qu'on s'est entraîné tous les jours. Donc, on peut dire que je l'ai écrit en quelques semaines, ou un an. »*

Plus un bon mois de retravail avec Adrien Bosc, son éditeur, qui aboutit à étoffer un quatrième personnage qu'on découvrira, attachant comme ce roman dont la sophistication sait se mettre au service d'un réel intérêt pour ses personnages en gardant un œil acéré sur la société. ■

ALAIN NICOLAS

Demain : *Après ça*, d'Eliot Ruffel.
Retrouvez l'épisode précédent sur **www.humanite.fr**

À corps perdus dans la bataille

TÉLÉVISION À l'occasion des jeux Paralympiques de Paris, France 2 met en avant six athlètes en situation de handicap. Un moyen pour ces sportifs de rappeler leur combat, mais surtout de briser l'image qu'on leur impose.

***À corps perdus*, France 2, 21 h 10**

Alexis Hanquinquant est six fois champion du monde de paratriathlon, six fois champion d'Europe, six fois champion de France et a glané la médaille d'or aux jeux Paralympiques de Tokyo 2020. Chaque semaine, il nage sur 30 kilomètres, réalise 450 kilomètres à vélo et court 50 kilomètres à pied. Il a été désigné comme porte-drapeau de la délégation française, avec Nantenin Keïta, lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux de Paris 2024. Alexis Hanquinquant reste pourtant méconnu du grand public. Nombre d'athlètes paralympiques vivent le même désarroi. De ce manque de considération découle, par exemple, un soutien financier et matériel plus faible que pour un athlète olympique. *« Je ne me sens pas inférieur*, s'insurge le champion en titre de paratriathlon. *Je déteste le mot "handicapé". Je suis capable de rouler plus vite que n'importe qui, de courir plus vite que n'importe qui, de nager plus vite que n'importe qui. »* Coréalisé par Thierry Demaizière et par Alban Teurlai, *À corps perdus* met sur le devant de la scène six athlètes en situation de handicap, champions ou espoirs de leurs disciplines : Anne-Sophie Centis (cyclisme en tandem), Cédric Nankin (rugby fauteuil), Zakia Khudadadi (parataekwondo), Gabriel Araujo (paranatation), Oksana Masters (handbike) et, donc, Alexis Hanquinquant. Ils ont pour point commun de viser une médaille dans les prochains jours aux jeux Paralympiques de Paris.

À première vue, il est légitime de se demander si un tel dispositif ne risque pas de prolonger le misérabilisme contre lequel se battent les athlètes en question. Pourquoi être toujours associé à son handicap ? *À corps perdus* n'y échappe pas. Pourtant, le documentaire arrive à dépasser ce carcan et à ne pas plonger dans le galvaudage. Oui, ces athlètes souffrent et se battent au quotidien. Mais parce qu'ils veulent atteindre l'étape suivante et, pourquoi pas, finir par tutoyer les sommets de leur discipline. Espoir que tout athlète a ressenti à un moment de sa carrière. *« Résiste, c'est le premier mot qui me vient »*, résume Anne-Sophie Centis. *« Je n'ai jamais eu une forme de jalousie envers d'autres athlètes »*, affirme de son côté Cédric Nankin. Le documentaire se scinde, pour chaque témoignage, en trois temps forts : le sport, le handicap et la vie civile. Les récits de leur carrière (iconisée) se percutent alors avec leur quotidien (banalisé) et l'apparition de leur handicap (désacralisé). Un choix qui permet de conserver ce regard distant – juste – dont le documentaire tire sa force. Les deux réalisateurs s'appuient pour cela sur des effets (photographie, montage et musique) visibles au premier coup d'œil. Ce choix esthétique, prégnant dans chaque plan, contrebalance ainsi le détachement des athlètes quant à leur vie respective. De cet assemblage ressort un sentiment d'harmonie. Le récit larmoyant est évité. Le message du documentaire peut s'imposer à nous : oui, leur bataille est constante ; non, ils ne souhaitent pas s'apitoyer sur leur sort.

« Je suis capable de rouler, de courir, de nager plus vite que n'importe qui. »
ALEXIS HANQUINQUANT, PARATRIATHLÈTE


ALBAN TEURLAI/FALABRACKS
Zakia Khudadadi, parataekwondoïste afghane, concourra dans l'équipe de réfugiés lors de Paris 2024.

TOM DEMARS-GRANJA

Timothée Adolphe et ses guides à la poursuite du rêve olympique

TÉLÉVISION Le champion non voyant de 100 et 400 m a accepté d'être suivi pendant ses entraînements, ses moments de doute, avec ses trois guides, durant trois ans.


BLACK DYNAMITE PRODUCTION

***Timothée Adolphe, la légende du Guépard blanc*, France 2, 22 h 50**

Il est un des athlètes que l'on va suivre passionnément la semaine prochaine. Charlotte Altschul et Florent Bodin ont réalisé un documentaire sur Timothée Adolphe, aveugle, champion paralympique au 100 m et au 400 m, surnommé le « Guépard blanc ». Dans leur film, coproduit par l'Insep, ils montrent à la fois les efforts sans relâche, les compétitions et les résultats jamais déshonorants, mais parfois frustrants de ce sportif de très haut niveau et de ses binômes. Ils racontent, surtout, la façon dont les non-voyants s'entraînent avec des guides qui sont comme leur ombre, dans la vie comme sur la piste. Le film a été tourné sur la durée, de 2020, en pleine pandémie, jusqu'en octobre 2023. Il permet de faire connaissance avec les trois guides de Timothée Adolphe, dont Jeffrey Lami, pour le 400 m, et Bruno Naprix, sur le 100 m. Ce dernier, victime d'un accident de scooter, n'a pu être prêt à temps pour les derniers championnats du monde, mais travaillait à s'entraîner, lui aussi avec acharnement, pour les jeux Olympiques. Un troisième acolyte, Charles Renard, est donc venu se mêler à ce petit groupe pour que Timothée Adolphe puisse concourir, le tout sous la houlette exigeante de leur entraîneur, Dimitri Demonière.

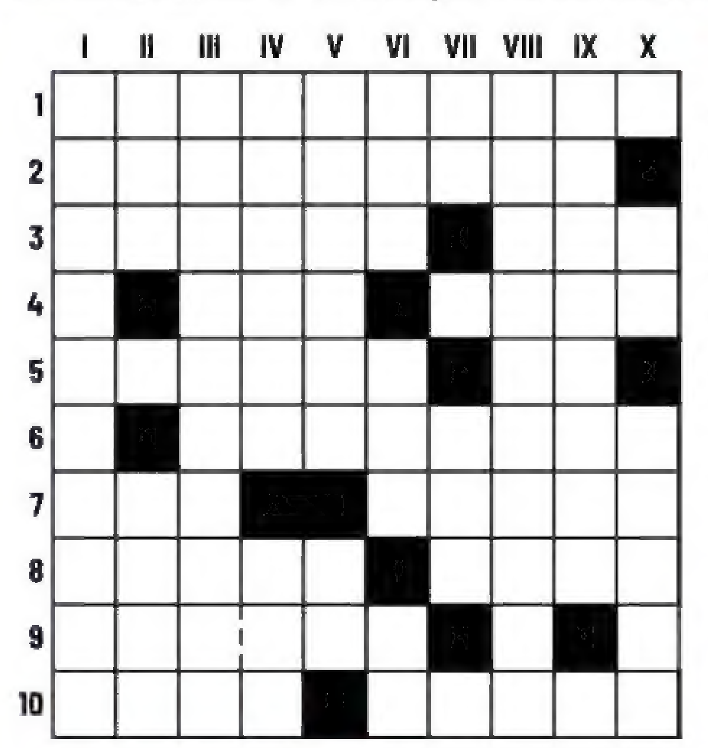
Le parcours de Timothée est avant tout une histoire d'acharnement. Le destin d'un gamin qui n'a jamais renoncé à ses rêves, même lorsqu'il s'est fait répliquer par un entraîneur de club d'athlétisme, à 17 ans : *« Je n'ai pas de temps à perdre avec un aveugle. »* Il a rencontré celui qu'il considère comme son deuxième père, Arthémon Hatungimana, et a travaillé d'arrache-pied pour arriver au plus haut niveau. Le film détaille la vie de cet athlète, de réussite éclatante en victoire en demi-teinte, d'espoir en remise en question, de blessures en rééducation. Une vraie découverte.

CAROLINE CONSTANT

Carnet

Régis Ouvrier-Bonnaz est décédé à l'âge de 77 ans. Ancien directeur de centre d'information et d'orientation puis formateur de conseillers d'orientation, il était chargé d'enseignement et de recherche au Cnam-Inetop. Ses recherches constituent des références sur l'histoire des rapports entre l'orientation scolaire et professionnelle et le travail, inscrits dans des contextes sociaux et historiques, de même que sur l'histoire des débats en psychologie. Il a ainsi récemment coordonné le dossier de *la Pensée* sur l'actualité de l'œuvre d'Henri Wallon, et publié les ouvrages *Pour lire Wallon sur l'orientation* (Éditions sociales) et *Henri Wallon dans* la Pensée (éd. Manifeste !). Il était très impliqué dans la rédaction de la revue *Carnets rouges*, éditée par le PCF. Un hommage lui sera rendu le lundi 26 août à 14 h 30 au crématorium du Père-Lachaise (Paris 20ᵉ).
Ni fleurs ni couronnes.
L'Humanité présente ses condoléances à la famille et aux proches.

MOTS CROISÉS N° 24 009 par Martial Dubois



HORIZONTALEMENT

1. Faire entrer une partie dans un tout. **2.** Nébuleuses. **3.** Cœur-de-pigeon. Une bonne pomme. **4.** Prière à Marie. Titre des anciens souverains russes et bulgares. **5.** Instrument constitué de deux vases communicants. Scandium de laboratoire. **6.** Capitale et port du Paraguay. **7.** Puissance éternelle émanant de l'Être suprême. Apposa son paraphe. **8.** Substances noires. Poignée. **9.** Mouche soporifique. **10.** Créature. Flétri.

VERTICALEMENT

I. Que l'on ne met absolument pas en doute. **II.** Dans le costume d'Ève. Par ici la sortie. **III.** Conducteur de bêtes de somme. **IV.** Têtes nucléaires. Temps des vacances. **V.** Ensemble d'ordinateurs connectés entre eux. Sous-sol abrégé. **VI.** Sent mauvais. Souvent avant les autres. Alors. **VII.** Obstacle. Agence de renseignements. **VIII.** Attribuer de nouveau. **IX.** Laissons des blancs entre les mots. **X.** Iridium. Grains de beauté.

SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1. Incorporer. **2.** Nuageuses. **3.** Cerise. Api. **4.** Ave. Tsar. **5.** Niveau. Sc. **6.** Asuncion. **7.** Eon. Signa. **8.** Suies. Anse. **9.** Tsé-tsé. **10.** Être. Terni. **VERTICALEMENT. I.** Incontesté. **II.** Nue. Oust. **III.** Caravanier. **IV.** Ogives. Été. **V.** Réseau. SS. **VI.** Pue. Uns. Et. **VII.** Os. C.I.A. **VIII.** Réassigner. **IX.** Espaçons. **X.** Ir. Naevi.

l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1er janvier 1957)
Capital social 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.
Tél. : 09 67 32 09 34.
E-mail : oborscha@boconseilame.fr
Vente militante 01 49 22 73 47
Publicité Comédiance. Olivier Valentin, président
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)
Directoire
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication ; Silvère Magnon, directeur des développements
Conseil de surveillance
Jean-Louis Frostin, président
Actionnaires principaux SAS Fond d'Humanité, Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité
Impression POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)
Numéro ISSN 0242-6870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1124 C 79615
Tirage du mercredi 14 août 38 427 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60 % ou 100 % de fibres recyclées - IFDG.
Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.





Une conscience au milieu de la nuit

Gabriela Mistral

Première femme latino-américaine à obtenir un prix Nobel en poésie, la journaliste, enseignante et diplomate chilienne bénéficie aujourd'hui d'un regain de popularité inédit auprès des jeunes générations, après avoir été invisibilisée par le régime de Pinochet.

Quand on évoque la littérature chilienne, on pense immédiatement au fameux poète communiste et diplomate chilien Pablo Neruda, récompensé du prix Nobel de littérature en 1971. Saviez-vous pourtant qu'une autrice du nom de Gabriela Mistral s'était vue couronnée de la même récompense vingt-six ans avant lui ? C'était en 1945.

À l'époque, l'autrice, également enseignante et diplomate, de son vrai nom Lucila Godoy Alcayaga, est considérée comme l'une des grandes plumes de la poésie chilienne. Elle est, en effet, le premier écrivain latino-américain à recevoir un prix Nobel en littérature. Cette reconnaissance internationale n'empêche cependant pas l'autrice, disparue en 1957, à l'âge de 67 ans, de sombrer dans l'oubli pendant des décennies. L'œuvre de Gabriela Mistral a été redécouverte ces dernières années à la faveur des mouvements de protestation sociopolitiques. Si bien qu'elle est aujourd'hui devenue une icône féministe et LGBTQIA+.

Dense et prolifique, son œuvre aborde des préoccupations progressistes, notamment sur les droits des femmes.

On la retrouve partout au Chili. Ses poèmes sont enseignés à l'école, son visage figure sur les billets de 5 000 pesos. De nombreuses rues, places, établissements scolaires portent son nom. Une entreprise de pisco, la liqueur nationale, a même fait d'elle un argument marketing. Si Gabriela Mistral n'échappe pas à la marchandisation capitaliste qui sied à notre époque, elle apparaît, aujourd'hui, pour ce qu'elle fut autrefois : anti-oligarchique, anti-impérialiste et émancipatrice, comme le rappelle l'historien Jaime Petit-Brehuil, auteur d'une thèse sur ses engagements politiques.

La vie de l'autrice fut, en somme, le reflet de ses combats. Jamais mariée, Gabriela Mistral fonde, en 1919, la revue féministe *Mireya*. Trois ans plus tard, mandatée par le ministère de l'Éducation du Mexique, Gabriela Mistral met au point un système de bibliothèques et d'écoles dans le cadre de la nouvelle politique d'éducation du Parti révolutionnaire mexicain. Elle participe également activement à plusieurs cercles féministes d'avant-guerre, dont le Cercle saphique.

Toutes ces facettes ont été, par la suite, gommées par la dictature de Pinochet dans les années 1970-1980, pour ne garder qu'une image très lisse de l'autrice. Ses poèmes furent édulcorés afin de conserver les parties uniquement jugées acceptables par le pouvoir. Depuis une dizaine d'années, émergent de nombreux textes inconnus du grand public. Gabriela Mistral y affiche des préoccupations progressistes, notamment sur les droits des femmes. Dans son recueil *Lecturas para mujeres* (1923), la poétesse traite de la condition des femmes en Amérique latine en évoquant la vie quotidienne des Chiliennes les plus modestes. Dense et prolifique, l'œuvre de Gabriela Mistral intéresse de plus en plus les maisons d'édition, qui ont commencé à éditer ou rééditer ses écrits. Moins connue en France, où ses poèmes ont été peu traduits, la poétesse bénéficie, depuis peu, d'un regain d'intérêt. En 2021 et 2023, les éditions Unes publient l'intégralité des recueils *Tala (Essart)* et *Pressoir*. Un premier pas vers la reconnaissance nécessaire pour découvrir l'œuvre d'une artiste aussi fascinante que complexe. ■

BÉRÉNICE PAUL



De son vrai nom Lucila Godoy Alcayaga, l'autrice est devenue une icône féministe et LGBTQIA+. Ici, à Venise (Italie), en 1952.

Demain : Fadwa Touquan
Retrouvez les épisodes précédents sur www.humanite.fr

Hymne à l'arbre (extrait)

Arbre, qui n'est pas autre chose
Que le tendre sein d'une femme,
Puisque chacune de tes branches
Berce un être dans chaque nid ;
Fais-moi une vaste ramure,
Aussi vaste qu'il leur faut,
Dans le bois humain, à tous ceux
Qui n'ont pas de branche pour foyer.

Arbre, qui partout où respire
Ton grand corps débordant de force,
Dressée perpétuellement
le même geste protecteur :
Fais qu'à travers tous les états
Et les âges plaisir, douleur,
Mon âme ait un invariable,
Universel geste d'amour.

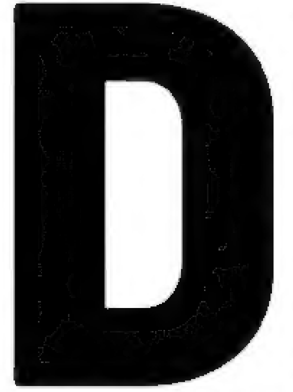
Héros méconnu, il est le seul Noir à être entré dans Paris avec la division Leclerc. Officier de l'armée française, il s'est battu pour la reconnaissance des combattants africains.



Dakar (Sénégal), le 23 mai 2008. Le vétéran de la Seconde Guerre mondiale Claude Mademba Sy (à droite) lors de la Journée du tirailleur. BERNARD EDINGER/AFP

CLAUDE MADEMBA SY

Tirailleur devenu ambassadeur du Sénégal



Dans les images de ce moment historique, on ne voit pas son visage. Il est pourtant là, à bord de son char M8-H Scott dénommé Pantagruel. Claude Mademba Sy est le seul Noir de la 2e division blindée du général Leclerc à faire son entrée à Paris, ce 25 août 1944. Ils étaient pourtant nombreux, les tirailleurs que la France avait enrôlé depuis ses colonies d'Afrique. Ils constituaient, en 1941, l'essentiel des forces de la colonne Leclerc, devenue deux ans plus tard l'héroïque 2e DB. Née de la fusion de troupes d'Afrique et de l'unité Leclerc, elle était équipée en matériels par les Américains. Si bien que ces derniers, ségrégationnistes, ont fait pression. En prévision de la bataille de France, ils ne pouvaient supporter que l'on voie des soldats noirs entrer dans Paris libéré. Ils avaient « blanchi » la 2e DB, comme l'explique l'historien Jean-François Muracciole (1), rapportant les propos du général Walter Bedell Smith, chef d'état-major d'Eisenhower : *« Il est hautement désirable que la division soit composée de personnels blancs. »* En 1943, les tirailleurs ont donc été soit démobilisés, soit intégrés à une division d'infanterie. Ils furent, pour la plupart d'entre eux affectés dans la 1re division française libre du général de Lattre de Tassigny, qui débarqua en Provence.

Seul Claude Mademba Sy est resté. Sans doute, avance Christine Levisse-Touzé, spécialiste de la Seconde Guerre mondiale, parce qu'il était pupille de la nation, citoyen français, diplômé et issu d'une lignée de soldats ayant servi l'empire. Son grand-père fut officier « indigène » sous Joseph Gallieni, gouverneur général du Soudan français. Son père, Abdelkader, fut le premier Noir chef de bataillon de l'armée française. Trois de ses oncles furent tués pendant la Première Guerre mondiale.

Claude Mademba Sy est né le 11 décembre 1923 à Versailles, où son père effectuait un stage comme commandant d'infanterie. Le petit Claude n'a pas 8 ans et il est trimbalé, avec sa famille, à Madagascar, au Mali et au Sénégal, au gré des affectations de son père. Celui-ci meurt d'une pneumonie en 1932, un an à peine après leur retour en France. Claude devient pupille de la nation. En 1943, il rejoint, à Tunis, où sa mère s'est installée, le régiment de tirailleurs sénégalais du Tchad, qui intégrera la 2e DB. Sous-officier dans ce prestigieux régiment, il participe à la campagne de Normandie, à la libération de Paris et de Strasbourg, ainsi qu'à la prise du nid d'aigle de Hitler à Berchtesgaden, près de Münich. Autant de faits d'armes pour ce combattant des Forces françaises libres qui lui permettront d'acquérir une légitimité et de gravir les échelons dans une armée française victorieuse et non moins coloniale.

Après la Seconde Guerre mondiale, le jeune Claude intègre la promotion Victoire 1945 de l'école des officiers de Saint-Cyr Coëtquidan. Devenu lieutenant, il est affecté en Afrique occidentale française, en Indochine, où il est blessé, puis en Algérie. Capitaine, il rejoint le sinistre 6e régiment de parachutistes coloniaux (devenu le RPIMa). C'est lui, à la tête de sa compagnie, qui traquera et fera exécuter, en 1959, le colonel Amirouche, l'un des chefs indépendantistes du Front de libération nationale. Claude Mademba Sy termine sa carrière en France avec le grade de commandant dans le 9e bataillon d'infanterie de marine (Bima). Il se mettra ensuite au service de son pays, le Sénégal, nouvellement indépendant, où il sera, sous la présidence de Senghor, formateur dans l'armée, puis ambassadeur dans plusieurs pays d'Europe et d'Afrique, ainsi qu'à l'ONU.

À la retraite, il revient en France, à Lagrave, dans le Tarn, près du siège du 8e régiment de parachutistes (RPIMa). Il y est décédé le 8 avril 2014, à l'âge de 90 ans. Il était la dernière grande figure des tirailleurs sénégalais dont l'histoire demeure encore injustement méconnue. Depuis le 25 août 2020, une allée porte son nom dans le 14e arrondissement de Paris.

L'histoire retiendra son engagement sans relâche pour la défense des droits des tirailleurs. Une centaine d'entre eux, réclamant simplement leur dû, avaient été massacrés par l'armée coloniale le 1er décembre 1944 dans le camp de Thiaroye, près de Dakar. Claude Mademba Sy n'a cessé de dénoncer *« l'indignité du traitement des combattants africains après la décolonisation »*. Il s'est illustré dans la longue bataille menée pour que ceux-ci touchent les mêmes pensions que les soldats français. ■

LATIFA MADANI

(1) *La Libération de Paris, 19-26 août 1944*, de Jean-François Muracciole, Tallandier, 2013.

Demain : Simone Segouin
Retrouvez les épisodes précédents sur **www.humanite.fr**